

Convention collective
IDCC : 3218. – Enseignement privé non lucratif
(EPNL)

ACCORD DU 12 MAI 2017
RELATIF À LA NÉGOCIATION QUINQUENNALE SUR LES CLASSIFICATIONS
NOR : ASET1750590M
IDCC : 3218

Entre
CEPNL

D'une part, et
SPELC
FEP CFDT
SNEC CFTC
SNEPL CFTC
SYNEP CFE-CGC
FNEC FP FO
SNEIP CGT
SUNDEP Sud

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La convention collective des salariés des établissements privés 2015 (CC SEP 2015, IDCC 3211-2408) a été dénoncée. La convention collective de l'enseignement privé non lucratif (IDCC 3218) s'y est substituée le 12 avril 2017.

Comme toutes les négociations en cours, celles menées sur les classifications en application des dispositions de l'article L. 2241-7 du code du travail ne pouvaient aboutir pendant le délai de préavis de dénonciation.

La négociation quinquennale sur les classifications définies au chapitre III de la convention collective SEP 2015 a donc été suspendue le 24 novembre 2016.

Les organisations représentatives sur le champ d'application de la CC EPNL réunies en commission paritaire le 4 mai 2017 se sont accordées sur la reprise de ces négociations.

Celles-ci devant être menées dans le cadre de la CC EPNL et puisque l'accord de méthode à durée déterminée du 3 mars 2016 était arrivé à son terme, les partenaires sociaux se sont accordés sur la rédaction d'un nouvel accord de méthode.

Ils se sont réunis le 12 mai 2017 en application des dispositions de l'article L. 2222-3-3 du code du travail et de l'article 3.6 de la CC EPNL afin de fixer les conditions nécessaires permettant de garantir le bon fonctionnement paritaire tout au long des travaux.

Le présent accord de méthode fixe :

- les thèmes et le périmètre des négociations ;
- le temps consacré à la négociation et le calendrier pour la conduire (nombre de réunions et thèmes abordés par réunion) ;
- les règles et délais d'examen des documents (initiaux et ceux rédigés en rebond) ;
- la méthode de préparation par les représentants des deux collèges et les moyens des salariés mandatés par les organisations (nombre de demi-journées de préparation, prise en charge du salaire et des frais engagés).

Les signataires du présent accord, compte tenu du contexte et de l'avancement des négociations à la date de dénonciation de la CC SEP 2015 et exceptionnellement pour cette négociation, estiment qu'il n'y a pas lieu de recourir à d'éventuels experts ou à une formation commune.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le champ d'application du présent accord est celui de la convention collective de l'enseignement privé non lucratif dans son chapitre II, section 9 « Dispositions particulières » SEP 2015.

Article 2

Principes généraux de la négociation

La commission de négociation travaillera à partir d'un projet d'accord proposé par la confédération de l'enseignement privé non lucratif (CEPNL).

Aucun élément de la négociation ne pourra être considéré isolément comme définitif. La validation par les parties se fera sur un texte global.

L'équilibre général du projet sera donc appréhendé par chacune des parties au terme de la négociation.

Article 3

Composition. – Mandatement

La commission paritaire de négociation est composée au maximum :

1. Pour le collège salarié, de deux représentants par organisation ;
2. Pour le collège des employeurs, d'un nombre égal de représentants.

Dans le contexte exceptionnel de cet accord dont plusieurs temps de travail ont précédé la dénonciation de la convention collective concernée (12 octobre 2016) et pour cette seule négociation, cette commission est présidée par la CEPNL qui en assure le secrétariat technique et administratif. Sa délégation sera portée à la connaissance des organisations syndicales.

Dans le collège salarié, chaque organisation syndicale désigne ses représentants et en informe par écrit le secrétariat technique et administratif. Toute modification de la liste ainsi communiquée devra être signalée avant chaque réunion.

Article 4

Périmètre de la négociation

Les signataires du présent accord s'accordent sur un périmètre de négociation défini ainsi :

1. Recherche de solutions aux défauts jugés structurels ;
2. Organisation du poste dans l'établissement : fiche de poste, fiche de classification, liens hiérarchiques et fonctionnels ;
3. Fonctions :
 - nécessité de créer de nouvelles fiches ;
 - précisions éventuelles à envisager sur certaines fonctions existantes ;
4. Gestion des évolutions des carrières :
 - strate I : bas de grille salariale et salaire minimum conventionnel ;
 - strate II : nombre de points par degré et/ou valeurs de base des strates ;
 - prise en compte de certains diplômes ;
 - valorisation de l'ancienneté ;
 - valorisation du départ en formation ;
 - progression salariale au terme d'une période de 6 ans au cours de laquelle trois entretiens professionnels auront été conduits⁽¹⁾ sans qu'il y ait eu au cours de cette période une telle progression salariale, une action de formation ou de certification (salariés des établissements de moins de 50) ;
 - plurifonctionnalité (verticale et horizontale) ;
5. Maladie :
 - maintien de salaire ;
 - subrogation ;
 - congés payés pendant les arrêts maladie ;
6. Égalité femmes-hommes (observatoire, congé parental, formations) ;
7. Organisation et moyens techniques de la commission.

Article 5

Calendrier

Les signataires du présent accord ont pour objectif le 1^{er} septembre 2017 comme date d'entrée en vigueur des dispositions nouvelles.

Le 1^{er} septembre est la date d'application qui facilite en effet la mise en œuvre des nouveaux textes conventionnels dans les établissements.

En conséquence, tout accord intervenant après le jeudi 8 juin 2017 (12 heures) verra sa mise en application reportée au 1^{er} septembre 2018.

Compte tenu de ces principes, les dates et thèmes fixés pour les commissions paritaires de négociation sont les suivants :

Vendredi 12 mai 2017	Accord de méthode/état des lieux
Lundi 22 mai 2017	Négociation accord classifications
Mardi 30 mai 2017	Négociation accord classifications Finalisation du texte

(1) En application de l'article L. 6315-1 du code du travail et des dispositions de l'accord interbranches de l'emploi et formation professionnelle dans les établissements d'enseignement privés du 3 novembre 2015.

Les réunions mentionnées dans le tableau ci-dessus ne s'imputeront pas sur le contingent annuel de réunions prévu à l'article 3.5 de la CC EPNL.

Article 6

Modalités de mise en œuvre

Les parties signataires produiront autant qu'elles le jugent nécessaire un document d'accompagnement de la mise en œuvre de l'accord de révision.

Article 7

Organisation matérielle des réunions

L'ordre du jour et les documents de travail seront adressés 3 jours avant chaque réunion de la commission paritaire de négociation. Toute production en réaction avec les documents envoyés dans le délai précité doit parvenir aux parties la veille de chaque réunion pour être distribuée et examinée au cours de celle-ci.

Les réunions de négociation se dérouleront de 10 heures à 17 heures.

Une pause déjeuner de 1 heure sera organisée. La CEPNL prendra en charge les repas des représentants mandatés.

Article 8

Autorisation d'absence et prise en charge des coûts

Les organisations informent les chefs d'établissements ou les services concernés du mandat qu'ils ont confiés à leurs représentants. Les chefs d'établissements ou les services concernés sont invités à prendre contact avec le secrétariat technique et administratif de la commission (cpn@branche-epnl.org) pour confirmation et information sur le calendrier.


Le salarié expressément mandaté par une organisation syndicale représentative signataire bénéficie :

- d'une protection au titre du livre IV du code du travail ;
- sous réserve d'informer le chef d'établissement ou les services concernés à réception de la convocation, pour chaque réunion prévue à l'article 5 :
 - d'une autorisation d'absence ;
 - de 1 demi-journée de préparation ;
- de l'indemnisation, par l'établissement, des frais engagés pour se rendre aux réunions paritaires dans la limite du barème prévu ci-dessous.

Le demandeur du remboursement (établissement employeur pour les salariés ou organisation syndicale pour les enseignants « agents publics » et les retraités) adresse au secrétariat technique et administratif de la commission (cpn@branche-epnl.org) le fichier Excel ⁽¹⁾, de demande de prise en charge, des frais remboursés et du salaire correspondant à la réunion ou aux réunions concernées et de 1 demi-journée de préparation par réunion.

Les pièces justificatives sont à adresser par voie postale avec demande de prise en charge signée à CEPNL, 277, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

(1) Pas de PDF.

Note de frais			 <div> CEPNL services comptables 277 rue Saint-jacques 75005 Paris cpn@branche-epnl.org </div>							
Date de demande :										
Identité demandeur :		Nom(s) participant(s) et adresse(s) posta :								
Adresse demandeur :		Organisme représenté :								
Partie réservée à la correspondance			DÉTAILS							
Demande de remboursement à adresser par mail (format excel) et ensuite par voie postale (+ justificatifs)			HÔTEL	TRANSPORT/KM						
			0,00 €	0,00 €						
			REPAS	AUTRES						
			0,00 €	0,00 €						
			TOTAL NOTE DE FRAIS	0,00 €						
Identité du participant	Date de réunion	Nom réunion (Référence CEPNL)	Train - Avion	Hôtel	Repas	Bus / Métro	Nbre km x 0,568€	Péage	Autres	Total
		CPN EPNL								0,00
										0,00
										0,00
										0,00
										0,00
										0,00
										0,00
										0,00
										0,00
										0,00
										0,00
										0,00
										0,00
										0,00
										0,00
										0,00
										0,00
										0,00
										0,00
TOTAL			0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Signature du demandeur					Signature du responsable - CEPNL					
Nos conditions de remboursement										
Plafonnements des remboursements					Autres informations					
- Billets de train SNCF : remboursement sur la base du tarif de 2nde classe - Billets RATP/Bus : remboursement sur la base du prix unitaire d'un carnet - Prise en charge du petit-déjeuner (7€ si départ avant 7h) - Frais de séjour (dîner de la veille, hôtel et petit déjeuner) selon un forfait de 150€/nuité - Indemnités kilométriques : 0,568€/km (Limité à 300km - Tarif pour les véhicules ayant 6 CV fiscaux) - Pour les frais de salaire, le remboursement à l'établissement employeur est de 1/30ème du salaire brut chargé du participant (Joindre 1 copie de son bulletin), pour une demie journée (1/60 ème). Salaire brut de référence = Salaire brut mensuel pour un mois normal.					- Merci de nous envoyer votre note de frais signée et accompagnée des pièces justificatives. - Joindre un RIB bancaire la 1ère fois pour un paiement par virement. - Tout dépassement du plafond CEPNL doit être justifié pour obtenir un remboursement intégral : En l'absence de justification, la CEPNL se réserve le droit de rembourser les frais conformément à ses tarifs en vigueur. - La référence "Nom réunion" se trouve sur la convocation ou sur la feuille d'émargement de chaque réunion.					

FRAIS PRIS EN CHARGE		
Remboursement à l'établissement pour les salariés		
Remboursement à l'organisation syndicale pour les enseignants non-salariés des établissements ou les retraités		
Frais de déplacement et de parking	Billet de train Billet d'avion si tarif moins élevé	Tarif SNCF 2 ^e classe plein tarif
	Métro A/R	Tarif carnet
	Véhicule personnel : – transport domicile-gare ou aéroport – trajet A/R entre domicile et lieu de réunion de moins de 300 km sur demande préalable	Barème fiscal en vigueur/ plafonné à un véhicule 6CV
	Péage	Frais réels (trajet domicile-gare/aéroport ou domicile-lieu de réunion)
	Parking	Parking gare ou aéroport
Frais de séjour engagés	Nuitée : dîner de la veille + hôtel + petit-déjeuner	150 €
Petit déjeuner	Petit déjeuner (en cas de départ domicile avant 7 heures)	7 €
Frais de location de salle	Mise à disposition d'une salle, en cas de besoin de préparatoire syndicale	Selon grille tarifaire

Article 9

Durée

Le présent accord de méthode vaut pour la durée prévue en son article 5.

Son terme est le 8 juin 2017 (12 heures).

Article 10

Modalités de dépôt

L'accord est déposé par la partie la plus diligente conformément aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles.

Fait à Paris, le 12 mai 2017.

(Suivent les signatures.)